Israël menace Rafah, Macron l'arme

Le 7 février, le gouvernement israélien a refusé un cessez-le-feu et annoncé une offensive militaire à Rafah, au sud de la bande de Gaza, où il avait poussé la population palestinienne à s'entasser au début de son opération terroriste à grande échelle et à longue durée. Depuis 4 mois,1,3 million de personnes s'y sont réfugiées, bloquées par Israël et l'Égypte qui a bâti un mur de béton de 6 mètres de profondeur hérissé de barbelés.

> *Les opérations militaires à Rafah pourraient conduire à un massacre. Elles pourraient également porter un coup mortel à une opération humanitaire déjà fragile. Nous manquons de garanties de sécurité, de fournitures humanitaires et de capacités en personnel nécessaires pour la maintenir à flot.* (Martin Griffiths, ONU, 13 février)

Les bombardements et les raids de l'armée sioniste ont commencé à Rafah le 12. Deux otages ont été libérés pour répondre aux manifestations qui ont repris en Israël contre le bellicisme du gouvernement.

Auparavant, le gouvernement israélien a préparé le terrain par une offensive visant à discréditer l'Office de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA en acronyme anglais) créée en 1949 pour fournir assistance et protection aux réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Jordanie, en Syrie.

> *Dix pour cent des employés de l'UNRWA dans la bande de Gaza sont des agents du Hamas ou du Jihad islamique... environ 50 % sont parents au premier degré de ces membres.* (Eylon Levy, porte-parole du gouvernement israélien, 30 janvier)

L'agence emploie 13 000 personnes dans la bande de Gaza, dont 150 ont été tués en quatre mois par l'armée israélienne. Israël réclame son expulsion de Gaza. 16 États ont aussitôt suspendu leur contribution à l'UNRWA. Parmi eux, plusieurs puissances impérialistes, au même moment, continuent à financer Israël et à l'armer : États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada, France...

Sans leur aide, Israël ne pourrait pas mener son génocide à Gaza : 4 mois de bombardements de la population civile ; destruction systématique des logements (650 000 personnes l'ont perdu), des centrales électriques, du traitement de l'eau, des écoles, des hôpitaux (21 sur 36 ne fonctionnent plus du tout) ; anéantissement de cimetières, de mosquées, d'églises, de monuments ; 3 400 emprisonnés, 70 000 blessés souvent amputés faute de moyens, 28 000 tués.

En même temps, le gouvernement français a organisé une cérémonie officielle aux Invalides pour honorer les 43 victimes de nationalité française de l'opération menée par le Hamas le 7 octobre (dont certaines vraisemblablement tuées par la riposte de l'armée israélienne).

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Macron appuie le génocide à Gaza

et mène la guerre aux travailleurs étrangers

La bourgeoisie plus que jamais à l'offensive p. 2
Abrogation de la loi Darmanin-Le Pen ! p. 5
Migrants : les frontières capitalistes étranglent l'humanité p. 6
Pour les enfants des pauvres, moins de savoir p. 8
Répondre à l'appel des syndicats palestiniens p. 12
La position communiste sur la Palestine en 1938 p. 16
Meeting du NPA-R sur la Palestine p. 17
COP 28 : la mascarade p. 19
Argentine : vers la grève générale p. 21
États-Unis : les grèves dans l'automobile p. 23
ABC du marxisme : sionisme p. 28

2273-8762

n° 60 janvier 2024 2 euros

Le 24 décembre 2023

> *La barbarie qui brule et qui brise, qui abuse et qui tue... Ceux qui tuent par haine verront s'élever contre eux notre pays qui, ce 7 octobre, a été touché dans sa chair... Rien jamais ne doit nous diviser. La France restera unie.* (Emmanuel Macron, 7 février)

D'où vient la barbarie du 7 octobre 2023, sinon de la colonisation commencée en 1897 ? La barbarie qui a débuté dès le lendemain à Gaza n'est-elle pas plus longue, plus grave ? Celui qui arme le bras de Nétanyahou n'est-il pas complice de cette barbarie ?

La France capitaliste n'a jamais été unie et ne sera jamais unie. La bourgeoisie y exploite des travailleurs qui viennent de tous les pays et en exploite partout dans le monde. Macron lui-même a réprimé violemment la révolte plébéienne des gilets jaunes et a imposé à la classe ouvrière de travailler jusqu'à 64 ans au moins.

Pourtant, le PS, le PCF et LFI ont cautionné la cérémonie « républicaine ». Ils y ont participé le 7 février aux côtés de Macron, d'EELV, du MoDem, de Renaissance, de LR et le RN (un parti fondé par des antisémites). Tout en affichant leur soutien aux Palestiniens, le PCF et LFI s'en tiennent à la tromperie des deux États des accords d'Oslo imposés au Fatah par les Etats-Unis.

Travailleurs, étudiants, exigeons que les partis qui se disent socialiste ou communiste et les syndicats rompent avec leur bourgeoisie alliée de la bourgeoisie israélienne, forment un front unique ouvrier en défense du peuple opprimé, les Palestiniens.

Bas les pattes devant Rafah ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie !

Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte ! Ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens !

Libération de tous les combattants de la cause palestinienne (dont Georges Abdallah détenu en France) ! Droit au retour des réfugiés !

Rétablissement du financement de l'UNWRA ! Embargo sur la livraison de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région !

Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

14 février 2024